

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Maître d'ouvrage

PROVINCE SUD

DIRECTION DE LA CULTURE,
DE LA JEUNESSE ET
DES SPORTS

**MARCHE DE PRESTATION DE SERVICES D'ENTRETIEN DES LOCAUX
DU CENTRE DES ACTIVITES DE POE &
DE L'ESPACE CULTUREL DE DEVA**

ANNEXE AU REGLEMENT PARTICULIER D'APPEL D'OFFRE

PIECE N° 0 BIS

Août 2026

DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

A - OBJET DE LA CONSULTATION

- ☐ Lot 1 - Prestation de services d'entretien des locaux du centre des activités de poé
☐ Lot 2 - Prestation de services d'entretien des locaux de l'espace culturel de déva

B - OBJET DE LA CANDIDATURE

Je déclare mon intention de soumissionner au présent appel d'offres.

C - PRESENTATION DU CANDIDAT

NOM, Prénoms, qualités et pouvoirs du signataire de la déclaration :

Nom et adresse de l'entreprise ou siège social :

Téléphone : Courriel :

Forme juridique :

Activité de l'entreprise (mentionnée au KBIS) :

Numéro d'identification RIDET :

Numéro d'identification CAFAT :

Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

Ou numéro d'inscription au répertoire des métiers :

Pour les soumissionnaires ou sociétés établis à l'étranger, numéro et date d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou registre équivalent :

D - SITUATION DU CANDIDAT

Le candidat fait-il l'objet d'une procédure de redressement judiciaire, de liquidation, de faillite personnelle ou d'une procédure étrangère équivalente ?

(Cocher la case correspondante.)

Nom de l'entreprise : NON ☐ OUI ☐

Dans l'affirmative, joindre **obligatoirement** la copie du ou des jugements montrant qu'il est autorisé à poursuivre ses activités à la date de la soumission et pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

E - SOUS-TRAITANCE

(Cocher la case correspondante et compléter le(s) tableau(x) correspondants le cas échéant)

E.0 ☐ Je n'envisage pas de sous-traiter.

E.1 ☐ J'envisage de sous-traiter mais je n'ai pas encore identifié mon sous-traitant :

NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

① Rappel : en application de l'art. 441-7 du code pénal, sera puni d'un emprisonnement d'un (1) an et d'une amende de 15 000 € ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues par le présent code et les lois spéciales, quiconque :

- aura établi une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- aura falsifié une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- aura fait usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

② Le signataire doit justifier du pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

E.2 ☐ J'envisage de sous-traiter au(x) sous-traitant(s) suivant(s) :

NOM DU SOUS-TRAITANT	NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES	N° fiche d'identification

La fiche d'identification doit être fournie pour chaque sous-traitant déclaré. En cas d'absence de cette pièce, la commission d'appel d'offres pourra décider de rejeter la soumission globale.

Pour chaque sous-traitant, le candidat doit fournir la déclaration jointe en annexe 2 à l'acte d'engagement. Cette déclaration doit être signée par le sous-traitant.

F - ATTESTATION SUR L'HONNEUR DE RÉGULARITÉ FISCALE ET SOCIALE

J'atteste sur l'honneur que l'entreprise que je représente est en situation régulière au regard de ses obligations fiscales et sociales à la date du dépôt de l'offre. ①

Si la commission d'appel d'offres proposait de retenir l'offre dans laquelle je soumissionne, je m'engage à fournir les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que j'ai satisfait à mes obligations fiscales et sociales (attestations CAFAT ou RUAMM et les 3 volets de l'attestation fiscale) dans le délai de 15 jours à compter de la date de notification de la demande du maître d'ouvrage, même si mon entreprise n'a été redevable d'aucune imposition fiscale (cas des entreprises nouvellement créées).

La non production de ces documents dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre, conformément à l'article 13.8 de la délibération n° 424 du 20 mars 2019.

G - ATTESTATION SUR L'HONNEUR

J'atteste sur l'honneur ① :

- que l'entreprise que je représente n'effectuera aucune modification des pièces du dossier de consultation des entreprises (DCE) pour l'affaire relative à l'appel d'offres référencé ci-dessus (voir chapitre A) ;
- que les pièces transmises par dématérialisation, courrier électronique et/ou sur support CD seront lues dans leur globalité ;
- que mon offre prend en compte toutes les pièces constitutives du DCE, notamment celles qui ne sont pas à fournir dans l'enveloppe ;
- qu'aucune clause prévue ne fera l'objet d'une annulation de la part de l'entreprise sous peine de résiliation d'office de ma candidature.

Je déclare être informé(e) que :

- toute modification unilatérale de ma part des pièces du DCE entraînera l'irrégularité de mon offre qui sera éliminée et me sera alors retournée.

H - RECAPITULATIF DES PIECES A FOURNIR A L'APPUI DE LA CANDIDATURE

Soumissionnaire

- ☐ La présente déclaration d'intention de soumissionner ;
- ☐ Une note établissant les références du candidat ;
- ☐ Un état général de l'effectif du candidat avec mention de la classification professionnelle du personnel salarié ;
- ☐ Un état détaillé des effectifs que le candidat projette d'affecter à l'exécution des prestations ;
- ☐ Une note indiquant les moyens techniques du candidat ;

① Rappel : en application de l'art. 441-7 du code pénal, sera puni d'un emprisonnement d'un (1) an et d'une amende de 15 000 € ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues par le présent code et les lois spéciales, quiconque :

1. aura établi une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
2. aura falsifié une attestation ou un certificat originellement sincère ;
3. aura fait usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

② Le signataire doit justifier du pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

- ☐ Le plan de charge du candidat.
- ☐

I – SIGNATURE DU CANDIDAT

**Nom, prénom et qualité
du signataire ②**

Lieu et date de signature

Signature

① Rappel : en application de l'art. 441-7 du code pénal, sera puni d'un emprisonnement d'un (1) an et d'une amende de 15 000 € ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues par le présent code et les lois spéciales, quiconque :

1. aura établi une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
2. aura falsifié une attestation ou un certificat originairement sincère ;
3. aura fait usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

② Le signataire doit justifier du pouvoir d'engager la personne qu'il représente.